

LA «JOURNÉE DE LIBÉRATION FISCALE» : UN CONCEPT INUTILE ET PEU RIGOUREUX

Chaque mois, retrouvez une question économique et sa réponse. Cet été, nous avons eu droit à plusieurs choses : un mauvais accord de gouvernement (on y reviendra prochainement), du soleil (jamais assez) et à un concept compliqué qui ne sert à rien, à savoir le «jour de libération fiscale».

1 Le «jour de libération fiscale», c'est quoi ce truc ?

Le jour de libération fiscale est un jour calculé par l'Institut Molinari pour exprimer le jour de l'année à partir duquel quelqu'un arrête de verser des impôts à l'Etat et peut utiliser ses revenus comme bon lui semble. Pour 2017, la date calculée est le 27 juillet.

Au-delà du simple plaisir de calculer une date, il y a deux idées principales que l'institut essaie de faire passer derrière tout cela :



1. Vous payez trop à l'Etat : peu importe la forme (impôts sous forme de TVA, impôts sur le revenu ou cotisations).



2. L'Etat est un monstre qui s'engraisse avec votre argent jusqu'au 27 juillet, date à laquelle il vous laisse enfin tranquille.

2 Pourquoi le «jour de libération fiscale» est idéologiquement biaisé et techniquement faux ?

Il est évident que les deux idées présentées donnent une vue partielle de la réalité. Il faut donc rappeler plusieurs choses qui contrebalancent totalement le discours de l'Institut Molinari.

1. L'Etat, c'est nous !

Le premier problème est de considérer que l'Etat est une entité détachée de nous et que l'Etat est là uniquement pour nous prendre de l'argent. Rien n'est plus faux : l'Etat a besoin de ressources pour accomplir ses missions et les politiques pour lesquelles vous votez. Lorsqu'on veut une sécurité sociale, un enseignement public, des routes publiques... il faut des moyens que l'Etat va chercher. Les gens qui soutiennent qu'il faut payer moins d'impôts pensent souvent qu'il faut moins d'Etat et plus d'entreprises privées. Si on se dirige vers moins d'Etat et plus de privé, vous devrez le payer de votre poche (car vous aurez de toute façon besoin d'enseignement, de routes, de soins de santé...). Et si vous ne gagnez pas assez pour cela, tant pis pour vous. Alors qu'un système public assure la solidarité entre les contributeurs puisqu'ils sont tous assurés d'avoir le même service (et il faut que ces services soient de la meilleure qualité possible, eu égard au financement, avec une gestion rigoureuse). Les contributions à l'Etat ne sont pas un vol mais une partie de vos services publics.

2. Le 27 juillet n'existe pas.

Le 27 juillet n'existe pas. Enfin si, la journée du 27 juillet existe. Mais, il n'y a pas un jour où on est libéré du poids de ses obligations. Pourquoi ? Prenons un exemple simple. Vous gagnez 2.000 euros brut, votre voisine de droite

gagne 4.000 euros brut et votre voisin en face reçoit une allocation de remplacement. Votre niveau de contribution à l'impôt est différent (et c'est très bien comme cela car chacun contribue selon ses moyens) et donc le soi-disant jour de libération fiscale ne sera pas le même ! En plus, ce jour n'existe pas pour une deuxième raison : le raisonnement considère que ce que vous payez à l'Etat sont les seules charges. Mais ce n'est pas vrai. Vous payez aussi un remboursement de prêt par exemple. On devrait aussi calculer le jour de libération bancaire : ce serait plus légitime puisqu'une banque privée, contrairement à l'Etat, n'utilise pas votre argent uniquement pour un service mais aussi pour enrichir ses actionnaires !

3. Qui contribue et comment, c'est important.

Le raisonnement de l'institut fait non seulement comme si tout le monde était traité de la même façon mais aussi comme si payer des impôts sur le revenu ou des cotisations sociales ou la TVA, cela était pareil. C'est aussi une erreur. La manière dont chacun contribue à l'Etat ou à la sécurité sociale est importante car il faut savoir qui contribue (salariés ? allocataires ? indépendants ? sociétés ?) et de quelle manière (fiscalité sur les revenus du travail ou du capital ? fiscalité sur la consommation ? fiscalité sur le patrimoine ?). C'est l'équilibre entre tout cela qui fait qu'un Etat se finance de manière juste et suffisante.



La «journée de libération fiscale» est un concept peu rigoureux et très utile pour remplir les journaux de l'été avec une idéologie anti-Etat et anti-solidarité. L'été aurait mérité mieux non ?